

# Italie : Giovanni Falcone doit disparaître. Memento mori.

mercredi 9 novembre 2011, par [Madeleine ROSSI](#)

**Géopolitique de l'Italie. Le juge Giovanni Falcone aurait dû mourir dès juin 1989, lors d'un attentat à la dynamite dans sa villa en bord de mer, près de Palerme. Cet événement, peu connu en dehors de l'Italie, est pourtant un signe annonciateur des attentats qui coûteront la vie au magistrat et à son collègue et ami Paolo Borsellino, trois ans plus tard (1992). Plus de vingt ans après les faits, les enquêtes piétinent encore...**

« *Le juge Falcone a commencé à mourir en 1988* »

Antonino Caponnetto, magistrat et créateur du pool antimafia de Palerme

## Un attentat "oublié"

EN 1988, le juge Antonino Caponnetto, père du *pool antimafia* créé en 1983 après l'assassinat du juge Rocco Chinnici, s'apprête à quitter ses fonctions. Caponnetto est convaincu que Falcone lui succèdera, question de compétences et de renommée autant que de logique professionnelle, mais le Conseil supérieur de la magistrature italien (CSM) décide de choisir Antonio Meli, farouchement opposé au pool et adversaire de Falcone. C'est ce qui fit dire à Caponnetto, bien plus tard : « *Falcone a commencé à mourir en 1988* ».

Car en ne le nommant pas, le CSM, voix de l'État italien, délégitimait Falcone et le livrait directement à Cosa Nostra, laissant à l'organisation toute latitude pour l'éliminer.

À cette époque, le magistrat est déstabilisé par la jalousie et les rivalités internes. Il est le principal ennemi de la mafia sicilienne, mais aussi de ces fameux **commanditaires occultes œuvrant au plus haut niveau de l'État**. D'aucuns tentent de saper sa réputation et son travail, d'autres remettent en cause le lien de confiance entre Falcone et le collaborateur de justice Tommaso Buscetta, grand boss de Cosa Nostra et premier « repenté » d'importance, qui guide littéralement le juge dans le labyrinthe des *cosche* et des clans de Cosa Nostra.

Le maxi-procès de Palerme [1] a affaibli Cosa Nostra, mais l'organisation n'entend pas en rester là. Les corléonais, dont le chef est Toto Riina, doivent d'une part reprendre le pouvoir sur les autres clans palermitains mais aussi récupérer les alliances politiques mises à mal lors de l'instruction et des condamnations.

Cosa Nostra en est donc réduite à l'extrémité terroriste pour se faire entendre et rappeler l'État à ses « obligations » envers elle. La violence extrême devient une nécessité, autant pour reprendre ce pouvoir perdu que pour exécuter Falcone. Cette idée d'un juge Falcone trop gênant remonte à 1983 déjà, époque à laquelle Toto Riina songeait déjà à l'éliminer pour en faire un exemple. Les plans envisagés consistaient entre autres à envoyer un kamikaze, en la personne du fils d'un boss mafieux, atteint d'une maladie incurable, qui aurait dû se faire exploser une fois entré dans le bureau du juge sous prétexte de révélations. Rencontré à plusieurs reprises à Florence, Pier Luigi Vigna, ancien procureur national antimafia, nous parle d'un autre plan consistant à « *remplacer le fourgon du pâtissier qui venait chaque matin sur l'esplanade du Tribunal de Palerme, et à faire exploser ce véhicule* ». Puis, en 1986, Toto Riina

projet de faire assassiner Falcone au bazooka, manière, comme le dit Pier Luigi Vigna, « *de supprimer un juge pour en faire taire cent autres* ».

## L'attentat avorté

Puis vient le jour où les hommes de la mafia font placer 58 bâtons de dynamite dans un sac de plongée placé sur les récifs faisant face à la villa de l'Addaura, tout près de Palerme. C'est là que Falcone aimait à passer ses vacances et passer du temps en famille. C'est là qu'il devait convier les juges suisses Carla Del Ponte et Claudio Lehmann, accompagnés du commissaire tessinois Clemente Gioia, tous invités à Palerme dans le cadre d'une enquête sur la piste financière italo-suisse de Cosa Nostra.

Le 20 juin 1989, un plongeur dépose le sac sur les rochers, tandis qu'un autre homme attend au large sur une barque. C'est lui qui devra appuyer sur le détonateur. Mais il n'aura jamais à le faire. Falcone et ses invités ne viendront pas.

Le lendemain matin, soit le 21 juin 1989, un agent d'escorte aperçoit au loin ce sac de plongée. Par chance, ni lui ni les autres agents ne soulèvent le sac, ayant la présence d'esprit d'uniquement l'ouvrir et de donner l'alarme.

Il est important de noter ces dates, car les diverses versions officielles ou les rares mentions de cet attentat dans la littérature affirment tout autre chose : le sac aurait été déposé le 21 au matin, chose improbable en raison de la fréquentation de cet endroit public, et découvert le même jour vers midi. Or, en raison de la fréquentation de la plage par des baigneurs, il aurait été impossible de distinguer ce sac d'un autre.



Carla Del Ponte et Clemente Gioia, 2011. Crédit photo M. Rossi

Carla Del Ponte et Clemente Gioia, rencontrés par l'auteur à Lugano en septembre 2011, ont des souvenirs précis de cet épisode. En 1989, les services de la procureure Del Ponte enquêtent sur un entrepreneur italien, Oliviero Tognoli, sous mandat d'arrêt dans le cadre de la « Pizza Connection ». Tognoli fait alors savoir aux magistrats suisses qu'il souhaite se constituer prisonnier en Suisse, mais sans que cela se sache « *en bas* », à Palerme. Son arrestation volontaire, acceptée par les autorités suisses, doit passer pour un hasard, car il a épousé une parente d'un boss de Cosa Nostra, dont le clan a été le premier à déposer des fonds en Suisse. Et c'est justement la piste que suit le juge Falcone, sans être réellement certain que Tognoli est régulièrement informé des tentatives de la justice italienne à son encontre par une taupe à la *Questura* de Palerme, Bruno Contrada. Ce Bruno Contrada, numéro deux des services secrets italiens, le SISDE (devenu l' AISI en 2007), est l'un des nombreux agents doubles que l'on retrouve dans la nébuleuse gravitant autour de l'attentat de l'Addaura. Partir du cas « banal » de l'entrepreneur Tognoli permet de voir à quel point une enquête de routine peut prendre des proportions exponentielles et servir de base à un attentat.

Carla Del Ponte et ses collaborateurs auraient donc dû se rendre à Palerme en janvier 1989, mais le juge Falcone a préféré renvoyer le rendez-vous pour des questions de sécurité. Les Suisses se rendent finalement à Palerme en juin 1989.

Dans la soirée, au restaurant, se souvient Carla Del Ponte, Falcone leur propose de se rendre à l'Addaura le lendemain et de profiter d'un après-midi à la mer. *« Je ne dis ni oui ni non », raconte la magistrate, « je dis que je préfère aviser le lendemain. Mais c'est de là qu'ils ont su que nous irions à l'Addaura. Il se peut que le propriétaire du restaurant, qui nous servait et restait près de nous, ait parlé. D'ailleurs, il a été assassiné lorsque l'enquête a commencé... Le lendemain matin, en arrivant au bureau, je dis à Falcone que je préfère visiter la ville plutôt que d'aller à la mer. Nous changeons donc de programme, mais cette fois-ci nous sommes seuls dans son bureau, et personne ne nous entend. Et c'est ce qui nous a sauvé la vie ».*

Le commissaire Gioia souligne alors que, le jour de leur arrivée à Palerme, ils se trouvaient en compagnie d'une trentaine de personnes, policiers et magistrats. Il se souvient avoir dit à un collègue : *« on surplombe la mer, il suffit qu'ils mettent un bateau piégé là-dessous, et nous y passons tous ».*

Voilà ce fameux « changement de programme » parfois cité dans les rares documents qui évoquent l'Addaura, sans plus de précisions. Mais changement de programme ou non, la villa de l'Addaura était sous surveillance policière constante, car Falcone s'y rendait souvent, soit en famille, soit pour y dormir.

Carla Del Ponte confirme que les agents ont découvert le sac piégé très tôt le matin du 21 juin, lorsque la plage est encore déserte. Cela prouve que l'engin a été placé là la veille, probablement dans la soirée du 20 juin ou plus tard dans la nuit, après que les commanditaires ont appris que Falcone envisageait de se rendre à l'Addaura le lendemain.

Clemente Gioia confirme alors que des inspecteurs sont venus les chercher le matin à l'hôtel, lui, Carla Del Ponte et toute la délégation suisse. *« Ils nous ont baladés en voiture pendant un moment, sans rien nous dire. Puis ils ont fini par lâcher qu'ils avaient trouvé quelque chose... Nous avons revu Falcone dans son bureau vers 13h, il était sur le point d'être déplacé vers un endroit sûr et m'a dit de rassembler mon monde et de partir tout de suite. Quelques jours plus tard, il m'a communiqué ses nouvelles coordonnées. Mais la question qui restait en suspens, c'était de savoir comment ils avaient fait pour savoir que nous irions là, à l'Addaura, et qui avait transmis cette information ».*

## **Et après ?**

L'épisode de l'Addaura s'est déroulé à l'époque où l'État italien était obligé de se remettre en question. Les « négociations » avec Cosa Nostra allant à l'encontre de l'État de droit souhaité par Falcone, il était nécessaire de l'empêcher d'aller plus loin.

Il n'existe à ce jour aucune vérité judiciaire au sujet de cet attentat. Enterré, laissé de côté ou au mieux considéré comme pièce annexe à d'autres affaires, le dossier a été rouvert en 2010 par le Parquet de Caltanissetta. Le 3 janvier 2011, la dépêche ANSA tombe et titre : *« l'ADN du plongeur qui a placé le sac piégé a été identifié ».* Cette bonne nouvelle n'en est pas une, sachant qu'un collaborateur de justice, Angelo Fontana, avait déjà donné le nom du coupable, un certain Angelo Galatolo.

Cette tentative d'attentat a occupé le premier plan médiatique pendant quelques jours, mais le silence est très vite retombé. Personne, « au sommet », n'a eu l'idée de convoquer Falcone pour, au minimum, lui signifier l'appui de l'État ou, comme cela aurait dû être le cas, se pencher sur ses propres enquêtes et comprendre « qui » le magistrat avait à ce point dérangé. Parallèlement à ce désintérêt étatique, les appels anonymes qu'a reçus Carla Del Ponte dès janvier 1989 servent également à dénigrer Falcone. Il est dit, ici et là, qu'en réalité c'est la magistrate suisse qui était visée par l'attentat et que Falcone a repris ces menaces pour en rajouter à cette tentative d'attentat qu'il aurait lui-même organisée pour se faire remarquer.

Clemente Gioia a un souvenir précis de ces appels anonymes reçus à Lugano, et reconnaît la voix comme celle d'un certain Vito Palazzolo [2], homme de main de Cosa Nostra, déjà arrêté, mais fugitif (évadé après une permission). La voix dira plusieurs fois à Gioia : « *dites à Carla Del Ponte de se tenir tranquille, vous ne devez pas aller à Palerme* ». Quelques jours après l'attentat, le même homme appelle Gioia et lui dit : « *Vous avez vu ce qui s'est passé ? Comportez-vous bien à présent* ».

Falcone est conscient du compte à rebours qui venait de se déclencher, au point de confier à sa sœur qu'il est désormais « *un cadavre ambulante* ». Il décide de ne pas perdre de temps. Comme ses malheureux prédécesseurs, il a ses dossiers, archives, ses agendas, ses données. Mais il parle clairement. Si quelqu'un a placé 58 bâtons de dynamite sur la plage et a échoué, ce quelqu'un recommencera.

Il affirme donc très vite que seule une taupe interne aux services de police - ce qui exclut le restaurateur assassiné - a pu signaler aux tueurs qu'il se rendrait à l'Addaura, en compagnie des ses collègues suisses.

C'est à cette époque qu'il évoquera ces « *menti raffinatissime* », ces esprits extrêmement raffinés qui tentent « *de diriger certaines actions mafieuses* ». Falcone voit se refermer autour de lui le même piège qui a permis d'éliminer Dalla Chiesa en 1982 et le dit : « *j'assiste au même mécanisme, il suffit d'avoir des yeux pour voir* ».

## Des morts et des ombres

Cet attentat avorté aura fait de nombreuses victimes collatérales, tant du côté des forces de l'ordre que de la mafia (*voir encadré*). **Il démontre de manière exemplaire qu'un État peut décider d'isoler un homme pour le tuer.** Rien de ce qui gravite autour des faits, ni les enquêtes, ni les mensonges des uns et des autres, n'ont plus d'importance que cela, en regard de ce qui a motivé les actes.

À la question de savoir quels enseignements peuvent être tirés, Pier Luigi Vigna donne une réponse quelque peu désabusée : « *L'époque de la violence et du sang est révolue, il n'y aura certainement plus d'attentats ou d'attaques comme avant, car le visage actuel de la mafia est celui du profit, et non plus celui du sang. Aujourd'hui, nous sommes dans un pays où deux ministres sont accusés et inculpés pour corruption et association mafieuse, dont l'un a dû démissionner en raison de ses liens avec la Camorra. Donc la collusion entre les organisations criminelles et l'appareil d'État existe toujours, oui, mais encore une fois c'est le profit qui domine aujourd'hui. La mafia peut être contente de ses 180 à 200 milliards d'euros annuels. Elle peut mettre l'économie d'un pays en crise, voilà quelle est sa puissance aujourd'hui.* »

À la fin de notre entretien du 19 octobre 2011 à Florence, Pier Luigi Vigna évoque un thème qui crée encore la polémique aujourd'hui : « *je me bagarre souvent avec mes collègues de Palerme à propos de cette phrase de Falcone, "la mafia est humaine et comme tout fait humain, nous pouvons la comprendre". Or, Falcone ne disait pas qu'il serait un jour possible de supprimer la mafia. Il disait seulement que tant que l'humain existera, la mafia existera elle aussi* ».

## Les 007 italiens

Lorsqu'un serviteur de l'État doit vivre avec une interrogation révélatrice du dysfonctionnement profond de l'entité qu'il défend, les pions sur l'échiquier prennent une autre dimension. Les « ordres de mort » émanent aussi bien du crime organisé que du sommet de l'État, et, comme le répétait le juge Borsellino, « *il est difficile de savoir laquelle de ces condamnations est la plus cruelle* ».



*Monument à la mémoire du juge Giovanni Falcone, Italie, 2011. Crédit photo M. Rossi*

L'État, quel qu'il soit, ne peut obtenir d'accords avec une organisation criminelle sans ses indispensables charnières : en l'occurrence, les services secrets. Or, en Italie, le SISDE affiche constamment une activité anormale et une rapidité d'intervention surnaturelle pour un tel organisme. Ils étaient présents quelques instants à peine après l'explosion de la voiture de Borsellino, en 1992. Dans le cas précis de l'attentat de l'Addaura, les agents d'escorte - attachés à la sécurité de Falcone - Emanuele Piazza et Nino Agostino ont payé pour avoir voulu dénoncer les liens entre la Questura de Palerme et Cosa Nostra. Ils n'ont pas vécu assez longtemps pour savoir où se trouverait Contrada, le 19 juillet 1992, à 16h58 et 12 secondes, lorsque la voiture de Borsellino explose à Palerme, Via d'Amelio. Or, Contrada se trouve sur une barque au large de Palerme, en compagnie d'un autre officier et d'un commerçant lié à un important clan, celui de la Noce (et dont le boss sera condamné pour sa participation aux deux attentats de 1992). Cent secondes exactement après l'explosion, le commerçant est averti par sa fille, restée à terre, qu'un attentat vient de se produire. Contrada passe à son tour un coup de fil, au siège romain du SISDE, au motif qu'il veut obtenir des informations plus précises sur ce qui « semble être un attentat », dira-t-il aux enquêteurs.

Il y a ici deux problèmes qui valent mieux qu'un long discours : le premier est que l'information relatant l'effectivité d'un attentat est tombée à 17h16, soit 14 minutes et 30 secondes après que le jeune fille ait averti son père. Le second est que ce 19 juillet était un dimanche, et pourtant, les bureaux des services secrets bouillonnaient, loin de Palerme... où d'autres de ses représentants, surgis de nulle part immédiatement après l'attentat, emportaient des preuves.

Après l'épisode de l'Addaura, Falcone a dit des deux agents Agostino et Piazza que leurs cercueils lui avaient sauvé la vie, en ce sens que le temps employé à les éliminer avait retardé le moment où l'on s'en prendrait définitivement à lui. Le comble de l'ironie, mais preuve que Cosa Nostra n'aime guère que l'on se moque d'elle, est que Toto Riina lui-même a demandé que soit ouverte une enquête interne qui le laverait d'au moins une accusation, celle d'avoir fait enlever et tuer Agostino et Piazza.

*Copyright Novembre 2011-Rossi/Diploweb.com*

---

## **Repères**

Emanuele Piazza, agent d'escorte, rattaché au SISDE : disparu le 16 mars 1990, assassiné. Son corps sera dissous dans l'acide sur la commune de Capaci, lieu de l'attentat contre Falcone en 1992. Conclusions préliminaires de l'enquête : disparition inexplicable, sans doute en raison d'une affaire de cœur.

Giammarco Piazza, avocat, frère d'Emanuele : a commencé à répondre aux enquêteurs palermitains le 25 octobre 2010 et a dit, au cours d'une interview, ne pas avoir parlé plus tôt « *car [je] ne faisais aucune confiance aux enquêteurs de l'époque* ».

Nino Agostino, agent d'escorte, désireux de parler et de dénoncer une taupe à la Questura : assassiné le 5

août 1989 avec son épouse. Conclusions de l'enquête : crime passionnel.

Francesco Tumino, démineur des carabinieri : a menti sur l'heure et le jour où il a été appelé pour désamorcer l'engin explosif. N'a jamais donné d'explications plausibles à ses mensonges.

Bruno Contrada, No.2 du SISDE : condamné en première et en deuxième instance pour association mafieuse. Probablement impliqué dans la tentative d'attentat contre Falcone et dans l'assassinat des agents Piazza et Agostino. Instrument de l'État italien pour raisons politiques et stratégiques, chargé de « favoriser » la montée en puissance du pouvoir mafieux.

Oliviero Tognoli, entrepreneur italien, s'est rendu aux autorités suisses et a confirmé - oralement uniquement - à Carla Del Ponte ainsi qu'à Giovanni Falcone le double jeu de Bruno Contrada.

Salvino Madonna, Angelo Fontana, Gaetano Scotto, Raffaele et Angelo Galatolo : hommes d'honneur, soldats et boss mafieux. Tous impliqués dans l'attentat de l'Addaura et dans les attentats de 1992.

Paolo Gaeta : dealer occasionnel, assassiné par Angelo Fontana (voir ci-dessus), avait assisté aux préparatifs de l'attentat à l'Addaura alors qu'il se baignait. Toxicomane, considéré comme dangereux, a été assassiné pour éviter qu'il ne parle.

L'explosif retrouvé dans le sac de plongée : frère jumeau de l'explosif utilisé lors des attentats de 1992.

*Copyright Novembre 2011-Rossi/Diploweb.com*

**Voir un autre article de Madeleine Rossi** sur ce site, "Saint-Marin, paradis fiscal part à la chasse aux blanchisseurs" [Voir](#)

---

## **Faire et publier une traduction de cet article du *Diploweb***

A titre exceptionnel, la publication d'une traduction de **certains textes** publiés sur le site *Diploweb.com* peut être autorisée à **quatre conditions** :

- . Respecter l'intégrité du texte et mentionner les coordonnées bibliographiques de la version d'origine en français, avec son URL ;
- . Faire traduire par un professionnel agréé, vers sa langue maternelle ;
- . Demander et obtenir une autorisation écrite du Directeur du *diploweb.com*, Pierre Verluise, via *diploweb@hotmail.fr* . Préciser à ce moment les preuves de la compétence du traducteur et les signes de la respectabilité du support de publication choisie (site, revue, éditeur...).
- . Adresser un exemplaire justificatif de la traduction sous word **et** en pdf.

*Toute traduction ne respectant pas ces quatre conditions est rigoureusement interdite et fera l'objet de poursuites devant les tribunaux de Paris.*

---

### **P.-S.**

Madeleine Rossi est une journaliste free-lance suisse d'origine italienne. Elle combine de multiples talents dont l'enquête et la photographie

---

## Notes

[1] Le maxi-procès a débuté en 1986, et on peut le résumer à 19 condamnations à vie, 475 accusés dont 360 reconnus coupables et 2 665 ans de prison.

[2] Voir Jean-François Gayraud, *Le monde des mafias*, pp. 155-156 (Paris, Odile Jacob 2005, 2008). Né en 1947 à Terrasini (Sicile), Vito Palazzolo est un grand boss de Cosa Nostra et lui appartient depuis des décennies. Il a joué un rôle central dans de nombreuses opérations financières pour le compte de Cosa Nostra et a entre autres blanchi des fonds en Suisse (l'affaire « Pizza Connection ») et permis la « sortie » vers l'Afrique du Sud de trois mafieux impliqués dans l'assassinat du député Salvo Lima en 1992. Vito Palazzolo vit actuellement en Afrique du Sud, où il a su mettre à profit ses talents de négociateur... L'Italie a tenté de relancer une procédure d'extradition contre lui en 2004, mais le chef mafieux, dont la vie est une aventure criminelle, n'a pas encore été inquiété et possède un passeport sud-africain (obtenu sous une fausse identité).